

Visite en Corse de Jean Pierre Dubois, Président de la LDH

Jean Pierre Dubois, Président national de la Ligue des droits de l'Homme, professeur de droit constitutionnel et d'histoire des idées politiques à Paris XI, est venu en Corse le 20 et 21 février. Ce déplacement se situe dans le cadre de la campagne nationale « Urgence pour les libertés ! Urgence pour les droits ! » que mène actuellement la Ligue des droits de l'Homme.

Accompagné par André Paccou, le responsable de la LDH en Corse,, engagé dans toutes les luttes de la société civile et d'Antoine Aiello, Président de l'Université de Corse, défenseur ardent de la « citoyenneté corse » , Monsieur Jean-Pierre Dubois a montré sa connaissance des dysfonctionnements insulaires, sur le plan du droit. Etat de droit et droits de l'Homme, antiterrorisme, lutte contre le crime organisé, violences au travail, ruralité et citoyenneté ont été évoquées lors de cette visite. Jean Pierre Dubois est revenu également sur la dernière visite du Président de la République en Corse et sur la question des réfugiés kurdes de Bonifacio. .IL a incité les Corses au refus de la passivité, sous couvert de la fatalité. IL a proposé la naissance d'un « Pacte pour les droits et la citoyenneté », riche de ses constats et plus encore de son incitation à lutter contre l'arbitraire. Que les Corses s'en emparent car là résident les principales clefs de leur prise de conscience et de leur engagement émancipateur et progressiste.

A cette occasion a également été lancé en Corse un appel citoyen, qui commence par le constat suivant :

»Chaque jour un peu plus, nos droits, nos libertés sont attaqués, fragilisés, remis en cause. Chaque jour un peu plus, la manière dont le pouvoir est exercé piétine les valeurs républicaines et menace la démocratie. Face à ces dérives, il y a urgence, urgence à réagir et à construire ensemble. Rien ne nous condamne à subir l'injustice, à craindre l'avenir, à nous méfier sans cesse davantage les uns des autres. Rien ne nous prédestine à vivre dans une société de surveillance, de discriminations et d'exclusion. Rien n'oblige à ce que le destin de tous ne soit plus que l'affaire d'un seul, que la politique ne soit plus que mise en scène, que la citoyenneté se réduise à des protestations éphémères.

Le sens de la campagne de la Ligue des Droits de l'Homme est d'affirmer que nous valons mieux que cela, que les acteurs de la société civile, associations, syndicats, collectifs et réseaux citoyens qui pratiquent le « devoir de résister » et font vivre l'« insurrection des consciences », doivent rechercher des alternatives crédibles pour un nouveau « vivre ensemble ».

Certaines propositions concrètes ont été évoquées : la fin du cumul des mandats, la désignation non partisane des membres du Conseil constitutionnel et des Autorités indépendantes, la suppression de la « rétention de sûreté », des « peines planchers » automatiques et des tribunaux d'exception ; la priorité aux alternatives à la prison et l'interdiction des « sorties sèches » sans accompagnement des fins de peine en milieu ouvert ; la fin des contrôles au faciès, de l'emploi militarisé des forces de police face aux « classes dangereuses » ; la sanction des violences policières et la création d'une vraie police de proximité, au service de la sûreté de tous et du respect des citoyens, le refus du fichage généralisé, l'encadrement par la loi des fichiers de police ; la maîtrise des technologies de la surveillance, du fichage et du traçage, la garantie judiciaire de la protection des données personnelles et de la vie privée, la défense de l'égalité face au racisme, au sexisme et aux discriminations, l'interdiction de toute prise en compte de données personnelles relatives aux « origines géographiques », l'engagement pour la « mixité des droits » et l'adoption d'une loi-cadre

sur les violences faites aux femmes, l'abrogation des lois xénophobes, la régularisation des familles des sans-papiers, le droit de vote pour les étrangers aux élections locales, la défense, la reconstruction et la modernisation des services publics, une nouvelle politique du logement sociale, la priorité à l'école publique, la suppression des franchises médicales...

Bref, « le choix de l'égalité et des solidarités contre la précarité et la mise en concurrence de tous avec tous ». La Ligue des droits de l'Homme appelle tous les citoyens à se saisir de toutes ces urgences, à les porter et à les mettre en débat. Elle propose à tous ses partenaires, acteurs de la société civile, d'en discuter et, à partir des attentes et des demandes des mouvements de défense des droits, de bâtir un « Pacte pour les droits et pour la citoyenneté ». (fin de citation)

La Corse a tout intérêt à s'impliquer profondément dans tous les combats pour les droits de l'homme car ils sont à l'épicentre de l'humanisme, d'un monde plus juste, plus fraternel ; de plus, notre île qui est trop souvent « l'île du non-droit » y trouvera les armes pacifiques et les solidarités pour s'émanciper de la tutelle coloniale et construire une nouvelle société, pleinement démocratique.

Docteur Edmond Simeoni

Samedi 20 Février 2010

Lu 15 fois

Source :

<http://www.femuacorsica.com>